

## Registre des intérêts – Déclaration

Noms : *Fekete*

Prénoms : *Vladimir*

Groupe/parti : UDC et indépendant de droite

- a) Activités professionnelles *\*(fonction et entreprise)* :  
*Manager (Chef de la planification de la maintenance pour la région ouest)*  
*CFF SA*
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune *\*(conseil d'administration, fondation)* :  
*Néant*
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :  
*Néant*
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :  
*UDC Le Mont-sur-Lausanne*
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse *\*(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière)* :  
*La Compagnie des Archers de Lausanne Responsable du terrain de Vidy et vice-président*
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :  
*Néant*
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s):  
*3489-4*
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :  
*Aucune*

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 6 janvier 2025

Signature : Fekete Vladimir



*\*Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.*

---

**Source : Art. 56** (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

**Contrôle** : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...